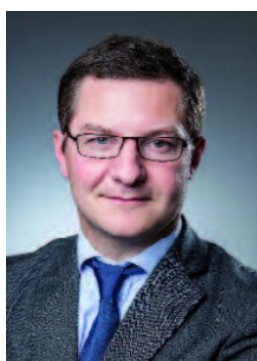




CGI FRANCE – La direction juridique, une institution et un centre de services de proximité...

Après avoir exercé au sein de cabinets d'avocats, Jean-Charles Henry a rejoint le monde de l'entreprise. Vice président, directeur juridique de CGI France, à la tête d'une équipe composée de 12 juristes, il nous fait partager son approche de la direction juridique, une institution charnière, qui doit parler d'une voix unique.



Jean-Charles Henry, (DEA en droit public à Paris-II (1997), master en droit et management à ESCP Europe (1998), LL.M à la London School of Economics (2001), avocat aux Barreaux de Paris et Londres, membre du cercle Montesquieu, de l'Agora des directeurs juridiques, directeur juridique de CGI © Paviot

Quels principes ont gouverné votre parcours ?

Les professions d'avocat et de juriste sont complémentaires. Je considère mon passage en cabinet d'avocats anglo-saxons comme une formation complémentaire qui donne de la rigueur dans l'analyse juridique et forge une certaine façon de travailler. Rapidement, j'ai eu envie d'élargir mon champ d'activité et j'en ai eu l'opportunité en rejoignant Accenture pour développer, en qualité de juriste, le secteur des marchés publics informatiques. Après un passage chez LG Electronics, j'ai rejoint CGI en 2013 pour couvrir la France, le Luxembourg et le Maroc.

Comment concevez-vous la fonction de directeur juridique ?

La direction juridique est une institution charnière, une des directions clés de l'entreprise, elle intervient sur tous les types de sujets, les contrats clients, le fonctionnement de la structure, la compliance. Le droit permet de sécuriser un certain nombre de risques, et peut être parfois un avantage compétitif, qui pourrait être encore plus valorisé. J'ai une approche un peu mixte de la direction juridique. Elle est à la fois une institution de l'entreprise, de par son rôle en matière de compliance, afin de sécuriser le fonctionnement de l'entreprise. Elle est aussi un centre de services de proximité par l'aide qu'elle apporte au quotidien aux équipes business et autres services internes de l'entreprise (finances, RH, achats, etc) pour faire tourner l'entreprise. Dans cette perspective la direction juridique doit élever en permanence la qualité de ses services et veiller à maintenir leur adaptation aux besoins opérationnels. Elle doit aussi parler d'une voix unique, aligner son discours, pour qu'il y ait une vision collective de la direction juridique, au-delà des individus qui la composent.



Comment acquérir une légitimité ?

En montrant ses qualités, ce qu'on apporte, c'est par le travail régulier, le contact, que l'on arrive à créer une relation de confiance. A mon arrivée, ma première action a été d'aller voir les patrons des différents services business et internes pour faire un état des lieux complet de la perception de la direction juridique et de services qu'elle rend. Sur cette base, je l'ai réorganisée, et, afin d'accentuer la reconnaissance du département, nous avons lancé un programme de formations des équipes opérationnelles Au terme duquel l'équipe juridique a formé plus de 450 personnes en 12 mois.

« REDONNER de la profondeur à l'équipe en recrutant des JUNIORS ! »

Comment managez-vous votre équipe ?

J'ai voulu composer une équipe pluridisciplinaire avec des profils aux formations et aux expériences différentes. J'ai ciblé plutôt des personnalités, des gens qui soient capables de prendre un problème sous différents angles, qui ont une approche identique de la façon d'exercer notre métier, mais savent cultiver des modes de réflexion différents. Dans mon management, je prône la responsabilité individuelle et j'encourage mes équipes à développer leurs compétences et leur employabilité à travers l'accroissement et la diversification de leurs champs d'intervention. J'ai redonné de la profondeur à l'équipe en recrutant des juniors qui travaillent au début en binôme, apprennent les règles internes de l'entreprise. Ils sont encouragés à développer rapidement leur autonomie, et montent en compétences sur leur cœur de métier. J'essaie de maintenir une ambiance positive. Nous avons une approche un peu familiale au sein du département, très ouverte et transparente, j'essaie de faire en sorte que les gens se sentent bien dans leur peau, valorisés, et de les faire monter en compétence et en poste.

Positionnée en France sur le marché des Entreprises de Services Numériques (ESN)

CGI déploie une approche particulière, un peu familiale. Ce géant coté se caractérise par des valeurs portées par son fondateur. Elle sont formalisées dans la « Constitution », qui définit l'identité et les fondamentaux du groupe et appliquées au quotidien vis-à-vis du triptyque actionnaires, clients et membres (les collaborateurs). La satisfaction des clients et des membres est un des axes clés de la politique de CGI qui réalise chaque année des campagnes de sondage auprès de ses clients et de ses membres.

Chiffres clés :

- **70 000 cl, 7 mds**, presque **9500** salariés en France
- **22** bureaux en France
- Certifiée Top Employeur **2015** en France et en Europe, récompensée pour son site carrières et pour son interaction avec les étudiants sur les réseaux sociaux.

4 femmes 4 métiers



Elles croient à ce qu'elles font. Ce qui les motive, c'est de voir que l'image du juriste est beaucoup plus valorisée, que le métier est reconnu comme un métier à part entière, que les directeurs juridiques prennent de plus en plus de pouvoir. Elles oeuvrent en ce sens, font partie de cercles, de réseaux, suivent des formations dispensées par des cabinets d'avocats, s'accordent du temps avec d'autres juristes, notamment au sein du Syntec, pour échanger sur des problématiques auxquelles elles sont confrontées, sur les dernières jurisprudences. Elles forment les juniors, vont prêcher la bonne parole au sein de CGI. Elles, ce sont les 4 directeurs juridiques de l'équipe de Jean-Charles Henry, 4 femmes, autonomes, responsables de leur périmètre, animées par le sens du service, qui jouent avec de nombreux acteurs, se serrent les coudes, prennent les sujets à bras le corps, partagent les mêmes intérêts et qui essaient de tirer leurs équipes vers le haut.

- Outsourcing, cloud computing, big data, etc. n'ont plus aucun secret pour Julie Lechevalier, directeur juridique en charge des secteurs « Transport Secteur Public, RH et retail »

Double cursus droit français, anglais à Cergy-Pontoise puis Master juriste affaires internationales à Paris V (2004)

D'une première expérience en droit des financements dans une banque, Julie bascule vers le droit des NTIC et de l'IT en rejoignant le secteur des entreprises de services. Après Accenture, CSC, elle rejoint CGI. Son rôle de juriste contrat consiste à apporter un support aux opérationnels sur les problématiques juridiques, dans la phase d'avant vente, lors de la négociation du contrat. L'ingénierie contractuelle et les montages peuvent requérir, hormis une certaine rigueur, une capacité d'analyse assez fine et de la créativité.

- Carine Pacini, directeur juridique en charge des secteurs « Financial Services, Télécoms et Média »

Maîtrise de droit des affaires, DEA droit des contentieux public et privé, Université de Toulon 2000

Carine a rejoint Logica en 2008, elle travaillait sur tous les secteurs d'activités. Depuis 2011, elle assure la responsabilité du secteur financial services, et depuis 2014 également celle des télécoms et médias au sein de la direction juridique. « Notre rôle, côté clients, consiste à défendre les intérêts de la société, aider le business à gagner de nouvelles affaires, à trouver des solutions de contournement, faire preuve de créativité, tout en restant dans la légalité. Un job qui demande des capacités d'analyse et de synthèse assez poussées pour rentrer dans les dossiers et les escalader, de négociation. Il faut faire preuve de pédagogie et de diplomatie de patience, gérer le risque au mieux. »

- Avec sa formation à Neoma, Lucille Bonenfant, directeur juridique en charge des secteurs « Manufacturing » et « Energy & Utilities », se voit comme un Business partner.

Maîtrise de droit des affaires et fiscalité à Paris II – Assas (2004), master de Management juridique de l'Entreprise à Neoma (2005)

Lucille a souhaité compléter son cursus universitaire par une double formation en droit et management, qui inclut également un volet finance, marketing et RH. Cette formation lui a permis de rapidement s'intégrer en entreprise et de faciliter sa collaboration avec les autres directions présentes au sein d'une entreprise. Elle commence sa carrière chez Lafarge puis poursuit dans l'ingénierie pétrolière en tant que juriste unique chez Doris Engineering, où elle gère un périmètre très large. Elle rejoint ensuite Accenture en 2009, puis CGI en octobre 2013. La Direction juridique est là pour apporter une valeur ajoutée, pour aider les opérationnels à trouver des solutions qui permettent de limiter les risques pour la société mais préservent également ses intérêts commerciaux. Notre fil rouge est le sens du service, un service à part entière, pas un simple back-office. « Nous sommes business oriented et via les formations que nous organisons et dispensons aux opérationnels de CGI, nous faisons passer le message selon lequel nous sommes (leur) business partner. »

- Un panel d'activités qui reflète la vie de l'entreprise Laure Grimonpret-Tahon, directeur juridique en charge des affaires internes

Maîtrise de droit des affaires et droit international à la Paris I – Sorbonne, DEA de contentieux internationaleuropéen, mastère spécialisé à l'ESSEC en droit des affaires internationales et management en 2007



[Visualiser l'article](#)

Laure intègre CGI en février 2014, dans la phase post-fusion. En charge des affaires internes, elle gère un panel d'activités très large qui va du droit des sociétés, en passant par la compliance, le droit pénal, la sécurité, les données personnelles, jusqu'aux achats, les baux et les assurances. « Je ne sais jamais sur quels types de problématiques je vais être interrogée, sur quels projets je vais travailler. Il faut être très curieuse, très créative, s'intéresser au cœur de métier et aux jurisprudences récentes pour être toujours à la page. Etre un bon juriste, c'est à la fois du fond – une bonne formation, être à jour sur la réglementation, anticiper au mieux, se tenir informé, et de la forme – être une fonction support, proactive, réactive et pragmatique. »